

CAPTURER LE DIVIDENDE DÉMOGRAPHIQUE



Les déclarations
des chefs d'État
Mahamadou Issoufou
Nana Akufo-Addo
Idriss Déby Itno
Alpha Condé

**Le SWEDD engrange
les succès**

Sénégal
L'expérience FassE

Autonomiser les femmes
et capitaliser sur la jeunesse



UNFPA

CAPTURER
LE DIVIDENDE
DÉMOGRAPHIQUE

Dossier réalisé par Christine Holzbauer

L'UNFPA veut inciter les pays africains à autonomiser les femmes et à capitaliser sur la jeunesse.

Le dividende démographique est décrit par le Fonds des Nations Unies pour la population (UNFPA) comme « une hausse de la productivité économique qui se produit lorsque le ratio de la population active par rapport au nombre de personnes à charge s'accroît ». À un moment où la pyramide des âges en Afrique atteint ce stade, il s'agit de ne pas rater le rendez-vous de la démographie avec l'économie. Car la capture de ce dividende démographique permettra d'atteindre un développement durable et inclusif partout sur le continent, et plus particulièrement dans la zone sahélienne, la plus vulnérable.

Pour y parvenir, l'UNFPA travaille sans relâche avec la société civile, les communautés et les gouvernements à l'adoption de politiques propices à sa réalisation. Celles-ci consistent à améliorer l'accès à une éducation de qualité et à l'emploi des jeunes tout en réalisant des investissements en faveur de la santé, particulièrement la santé sexuelle et reproductive. Après une longue bataille institutionnelle, l'enjeu est maintenant de mobiliser les ressources dans les pays africains et de les aider à les coordonner pour ne pas dévier de la voie tracée. ■



Le dividende démographique se produit quand un pays parvient à tirer un bénéfice économique de sa pyramide des âges. Pour cela, il faut que le ratio population active/nombre de personnes à charge s'accroisse. Or, beaucoup de pays africains sont déjà entrés dans cette phase de transition démographique avancée. Pour parvenir à une hausse de la productivité économique, il faut que l'augmentation de la population en âge de travailler, du fait le plus souvent d'une baisse de la fécondité, soit également accompagnée d'investissements efficaces dans la santé, l'autonomisation des femmes, l'éducation et l'emploi, etc. Jorge Santos, président de l'Assemblée nationale du Cap-Vert, explique : « Étant considéré comme une fenêtre d'opportunité et une promesse de gain économique, le dividende démographique n'aura de sens que s'il s'accompagne de réformes et d'investissements nécessaires pour une éducation de qualité, d'un meilleur accès au marché du travail, d'un meilleur accès aux biens et services sociaux, ainsi que de plus d'égalité et d'opportunités pour les jeunes de toutes les régions du pays. »

En d'autres termes, la capture du dividende démographique n'est pas automatique. Pour que l'Afrique atteigne un développement économique et social

semblable à celui qu'ont connu les « tigres d'Asie » qui en ont tiré une augmentation de leur PNB de 1 500 %, il faut beaucoup d'investissements multisectoriels et ciblés. L'UNFPA estime que l'Afrique subsaharienne enregistrera un dividende démographique de 500 milliards de dollars par an sur une période de 30 ans si les gouvernements investissent dans la santé et l'éducation, améliorent leur gouvernance, mettent en place les infrastructures nécessaires, favorisent la création d'entreprises et rendent l'agriculture plus attrayante. L'expérience de plusieurs pays asiatiques, dont la Chine et l'Inde, où ce dividende a représenté jusqu'à 40 % de la croissance économique entre 1965 et 1995, sert de référence.

Le bureau régional de l'UNFPA pour l'Afrique de l'Ouest et du centre (Braoc) a œuvré sans relâche pour qu'il devienne un élément central du cadre axé sur « la Position commune africaine » dans l'Agenda de développement post-2015. Cette reconnaissance a abouti à son inclusion dans l'Agenda 2030 des Nations Unies pour le développement durable ainsi que dans l'Agenda 2063 pour la transformation de l'Afrique avant d'être adopté, à l'unanimité, au sommet de l'UA à Addis-Abeba ; les 54 chefs d'États africains ont également concrétisé les modalités de sa mise en œuvre.

Privilégier l'éducation et la santé

Au cœur de cette stratégie africaine figure l'accès à une éducation de qualité et à l'emploi des jeunes, tout en réalisant des investissements en faveur de la santé, particulièrement la santé sexuelle et reproductive. António Guterres, le secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, a félicité les 54 chefs d'État africains d'« avoir désigné 2017 année pour l'exploitation du dividende démographique par des investissements dans la jeunesse... Plus de trois Africains sur cinq sont âgés de moins de 35 ans. En investissant dans l'éducation, la formation et l'emploi, il sera possible de construire l'avenir de la jeunesse africaine ». Le 3 octobre 2017, il nommait Natalia Kanem directrice exécutive de l'UNFPA ; sa première sortie officielle a été d'intervenir, à Bruxelles, dans le cadre du Rebranding Africa Forum (RAF) 2017. Lançant un appel au secteur privé, elle a exprimé son souhait de collaborer étroitement avec le monde de l'entreprise pour consolider le programme sur le dividende démographique et décider, ensemble, de la manière de mieux utiliser les ressources,

y compris les ressources financières, pour aider les jeunes à répondre à leurs besoins et atteindre les bénéficiaires les plus difficiles à toucher.

Et, parmi les jeunes, cette ancienne directrice exécutive intérimaire de l'UNFPA, qui a succédé à Babatunde Osotimehin (décédé en juin 2017),



Natalia Kanem
directrice
exécutive de
l'UNFPA





De la cellule familiale jusqu'au niveau continental, des actions doivent être mises en œuvre des synergies desquelles résultera le dividende. Ce dernier ne résultera pas de la seule transition démographique ; ni de la seule émergence économique.

veut mettre l'accent sur les filles. Recevant le prix Empowering Women Award que lui a décerné le RAF, elle l'a dédié aux jeunes Africaines en les incitant à tout miser sur l'éducation, d'avoir une famille qui les nourrit en plus de les encourager à devenir résilientes et indépendantes afin de participer à la prise de décisions en public et en privé. Dans le nouveau plan stratégique de l'UNFPA pour 2018-2021 qu'elle a présenté sitôt après sa nomination, Natalia Kanem a mis en lumière trois objectifs fondamentaux pour son institution : « Zéro décès maternel évitable ; zéro besoin de planification familiale non satisfait et l'élimination de toutes les formes de violence contre les femmes et les filles, y compris les pratiques traditionnelles préjudiciables telles que les mutilations génitales féminines ou

les mariages précoces. » Déjà, dans ses fonctions précédentes, elle s'était fait le chantre du droit des femmes à décider d'avoir une grossesse ou pas et, le cas échéant, à décider du moment de cette grossesse ou à accoucher dans de bonnes conditions de sécurité et à être protégées contre toute violence basée sur le genre.

Investir dans les jeunes

« Si nous voulons un monde plus pacifique, nous ne pouvons plus nous permettre d'oublier les jeunes. Nous devons les écouter et travailler avec eux », avait-elle exprimé en août 2017, lors de la Journée de la paix des Nations Unies. Pour elle, « la construction de sociétés pacifiques, cohérentes et résilientes ne peut se faire sans une participation pleine et intelligente de la jeunesse ». Investir

dans les jeunes de manière à accroître leurs capacités et créer des opportunités qui leur permettent d'exploiter tout leur potentiel dans la vie, sont des conditions indispensables pour leur engagement dans les affaires publiques. C'est pourquoi l'UNFPA a choisi de soutenir les efforts des gouvernements et de la société civile en faveur des jeunes. « Ils peuvent nous aider à nous rapprocher de notre vision commune d'un monde sans conflits ni violence », poursuit-elle. Pour Mabingué Ngom, le directeur du Bureau régional de l'UNFPA pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre, les investissements dans la jeunesse ne doivent pas rester au niveau des intentions, mais constituer une priorité nationale clé en matière de développement. « Je ne parle pas que des ressources financières, mais des efforts massifs de discipline et de coordination dans l'action que nous allons devoir déployer pour ne pas dévier de la voie tracée ! Oui, il s'agit d'un pari risqué, mais il s'agit d'une nécessité et nous devons relever ce pari pour la jeunesse africaine. Nous devons considérer les jeunes comme la priorité », insiste-t-il.

Sous sa houlette, l'UNFPA a pris l'initiative d'engager les jeunes dans des programmes mettant au centre de leurs activités la capture du dividende démographique qu'ils doivent s'approprier, en priorité, si le continent veut réussir sa transition démographique. « Nous avons renforcé le réseau des organisations de jeunesse telles que AfriYAN (African Youth and Adolescents Network) et facilité leur participation effective et active à un certain nombre d'événements stratégiques aux niveaux national, régional et mondial. Il est rassurant de voir la campagne #PutYoungPeopleFirst prendre de l'ampleur pour devenir un mouvement », s'est réjoui Mabingué Ngom. Lors du Sommet Afrique-France de janvier 2017 à Bamako, il a organisé un Forum de la jeunesse et de la diaspora africaine. Le but était notamment de mieux sensibiliser et renforcer les capacités de centaines de jeunes issus de plusieurs pays dans les domaines de la santé sexuelle et de la reproduction des adolescents et des jeunes. Après l'initiative « Young People First » lancée à l'occasion des dix ans de la Charte africaine sur la jeunesse en mai 2016 à Banjul, Bamako a donc été l'occasion de faire naître « Pas un pas sans les jeunes » grâce au soutien des chefs d'État et des ministres en charge de la Jeunesse présents au sommet.

Les jeunes sont aussi le but privilégié de la Campagne régionale de communication (CCSC) mise en place dans le cadre de l'Auto-nomisation des femmes et dividende démographique au Sahel (SWEDD), financé par la Banque mondiale et dont l'UNFPA est l'un des principaux maîtres d'œuvre dans le cadre de son assistance technique aux pays membres. Dans la stratégie régionale que les six pays sahéliens du SWEDD ont, tous, accepté d'appliquer chez eux, deux approches sont privilégiées. D'une part, les femmes, les filles et les adolescentes vivent dans un environnement où leurs droits en matière de santé reproductive, maternelle, néonatale, infantile et nutritionnelle (SRMNIN) sont reconnus et protégés. D'autre part, les leaders politiques, communautaires, religieux et traditionnels prennent conscience des conséquences des pratiques néfastes en matière de SRMNIN et s'engagent à

soutenir les initiatives qui luttent contre ces pratiques.

Planifier la capture du dividende démographique

En 2017, l'UNFPA-BRAOC a renforcé son partenariat avec les organisations confessionnelles, dynamisant, ainsi, la participation aux événements destinés à améliorer la capture du dividende démographique dans la sous-région. D'éminents chefs religieux ont livré des messages clés, notamment en soulignant que la pratique de la foi accepte bel et bien la planification familiale et que l'espacement et la limita-

tion des naissances au-delà de la prévention de la mortalité maternelle et infantile, assurent également le bien-être de toute la famille. « Le soutien indéfectible des leaders musulmans a été un stimulant important pour notre mission en faveur d'une croissance démographique maîtrisée dans notre région, qui historiquement, a atteint un niveau exceptionnellement élevé par rapport à d'autres régions du monde. S'ils parviennent par leur message à influencer suffisamment de personnes, cela nous permettra certainement de pouvoir récolter les fruits du dividende démographique. Notre regard est porté sur cet objectif et notre détermination

Les dates clés de l'appropriation du dividende démographique

- Janvier 2015** : L'Union africaine élabore une Feuille de route intitulée « Tirer pleinement profit du dividende démographique : l'Afrique que nous voulons »
- 30 juin 2015** : Réunion à Libreville de l'équipe de gestion des programmes de l'UNFPA pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre (BRAOC). Il en est résulté une vision plaçant le dividende démographique au centre de toutes les interventions dans la région et une feuille de route correspondante en vue d'un plaidoyer et de la mobilisation des parties prenantes clés afin de favoriser et d'adopter les politiques et programmes nécessaires et d'investir dans ces derniers. Ils sont censés améliorer de manière significative la vie des jeunes et permettre l'exploitation du dividende démographique dans leurs pays. Ce plaidoyer a été soutenu par des informations et des données factuelles, avec un même message sur la nécessité de privilégier la jeunesse.
- Octobre 2015** : Réunion consultative régionale à Dakar avec les organisations et dirigeants religieux sur la santé de la reproduction et le dividende démographique pour renforcer le rôle des acteurs non-traditionnels. Des leaders et organisations religieux chrétiens, traditionnels et musulmans représentant 14 pays membres de la Cedeao ainsi que la Mauritanie adoptent la Déclaration de Dakar, dans laquelle ils s'engagent à promouvoir le dialogue interreligieux pour prévenir la mortalité maternelle et infantile-juvénile, protéger les jeunes contre les facteurs de risque, lutter contre l'extrémisme et le terrorisme, contribuer à la mise à disposition d'un nombre plus important de services de santé et renforcer les investissements dans la santé sexuelle et de la reproduction.
- 31 janvier 2016** : L'Union africaine annonce que la question du dividende démographique sera le thème de l'année 2017 consacrée à la jeunesse.
- Juillet 2016** : préparation de la feuille de route, la commission de l'UA, le Nepad, la BAD (Banque africaine de développement), la CEA (Commission économique africaine) et l'UNFPA reçoivent mandat de préparer une feuille de route
- Novembre 2016** : Première réunion à Dakar de la Conférence internationale des Réseaux de parlementaires en population et développement autour du thème « Dividende démographique et développement en Afrique ».
- 30 janvier 2017** : Sommet de l'Union africaine à Addis-Abeba. La feuille de route pour la capture du dividende démographique est approuvée.
- 25-27 juillet 2017** : Symposium international « Islam, dividende démographique, bien-être familial » organisé à N'Djamena au Tchad, réunissant pas moins de 1 200 religieux venus d'une vingtaine de pays.
- Septembre 2017** : 72^e Assemblée générale des Nations Unies. Les chefs d'État et de gouvernements africains discutent dans le cadre d'un Forum organisé par l'UNFPA de la mise en œuvre du dividende démographique avec la participation du secteur privé et d'autres leaders mondiaux.
- Octobre 2017** : 4^e édition du Forum Re-branding Africa. Pour faire entendre la voix et les idées du secteur privé, l'UNFPA travaille en collaboration avec GBCHealth, Rebranding Africa et la Banque mondiale.
- Novembre 2017** : L'UNFPA-BRAOC est lauréat du Grand prix africain pour la paix 2017 de l'Initiative des religions unies (URI) décerné par le directeur régional de l'URI pour l'Afrique, Mussie Hailu, en reconnaissance des initiatives prises et, notamment, pour « avoir systématiquement engagé les experts religieux dans la résolution de problèmes tels que les mutilations génitales féminines, le mariage des enfants et la prise en charge des personnes vivant avec le VIH ».

est sans faille», note le directeur régional de l'UNFPA-BRAOC dans le rapport d'étape 2017.

Le dividende démographique doit faire, selon lui, l'objet d'une planification à tous les niveaux: «*De la cellule familiale jusqu'au niveau continental, des actions doivent être mises en œuvre des synergies desquelles résultera le dividende. Ce dernier ne résultera pas de la seule transition démographique ni de la seule émergence économique ou des seules transformations institutionnelles; de même qu'il ne résultera pas des seules actions de responsabilisation des femmes, ni de la seule action des religieux.*»

En d'autres termes, le dividende n'est ni l'affaire des gouvernements seuls, ni celle des organisations de la seule société civile ou du secteur privé, mais le résultat d'une action planifiée et concertée de tous. Encore faut-il pour cela qu'il y ait accord sur un projet familial, national ou régional car «*il n'est pas de bon vent pour celui qui ne sait où il veut aller!*», prévient-il. La définition du bon port ne pourra pas se faire, selon lui, de façon arbitraire ou autoritaire. Mais n'aura de sens que si elle résulte d'un consensus forgé au terme d'un dialogue dont le rythme ne saurait être prédéterminé.

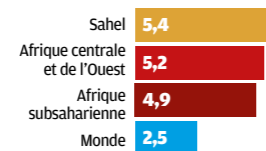
L'UNFPA a organisé à Dakar, en novembre 2016, la première réunion de la Conférence internationale des Réseaux de parlementaires en population et développement. À l'issue de cette rencontre, l'engagement a été pris par les parlementaires d'apporter leur appui à la mise en œuvre des quatre piliers de la Feuille de route de l'Union africaine relative à l'exploitation du dividende démographique par les investissements dans la jeunesse. Cet engagement a ensuite été officialisé par une déclaration sur le dividende démographique et le développement de l'Afrique avec la mise en place d'un plan d'action harmonisé. Les engagements ont, notamment, porté sur la promotion des investissements dans l'éducation et la santé, l'augmentation des crédits budgétaires alloués à ces deux domaines, la révision des lois discriminatoires en vue d'une participation pleine et entière des jeunes aux processus électoraux ou de celles qui ont un impact discriminatoire sur les filles et les jeunes femmes, comme le mariage des enfants, la violence sexuelle et basée sur le genre et les mutilations génitales féminines ainsi que celles qui imposent des entraves à la pleine jouissance des droits fondamentaux des jeunes. Les parlementaires se sont aussi engagés à ratifier, s'il y a lieu, la Charte africaine de la Jeunesse.

Profils démographiques régionaux comparés

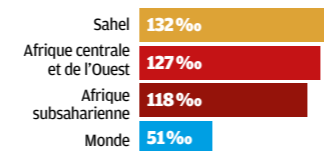
LA PLACE DU SAHEL

Chiffres clés

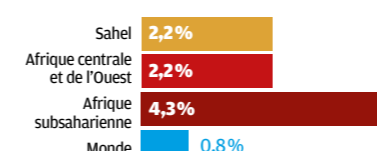
Indice synthétique de fécondité (nombre moyen d'enfants par femme)



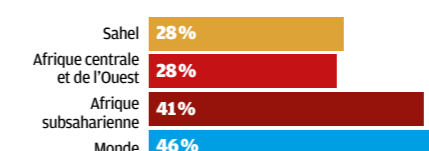
Fécondité des adolescents (naissances pour 1000 femmes âgées 15-19)



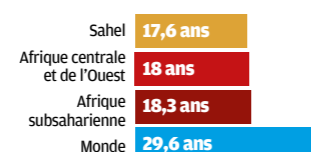
Prévalence du VIH Sida (%)



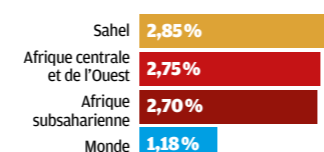
Personnes recevant un traitement ARV parmi celles atteintes du VIH (%)



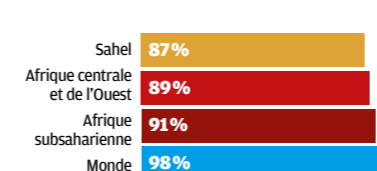
Âge médian de la population



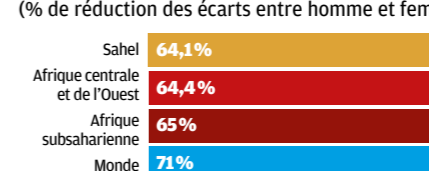
Taux d'accroissement démographique



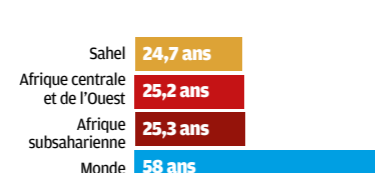
Indice de développement des jeunes (% des besoins prioritaires des jeunes couverts)



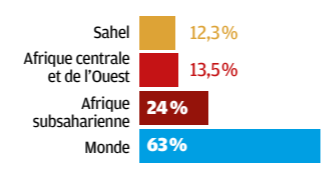
Indice global de mesure des écarts en matière de genre (% de réduction des écarts entre homme et femme)



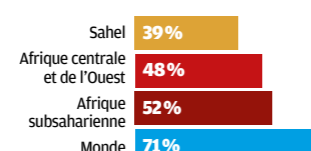
Temps de doublement de la population



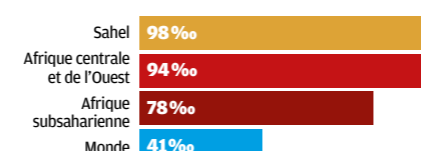
Prévalence contraceptive



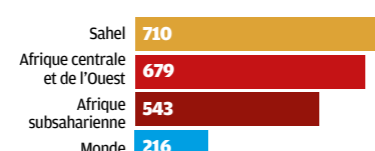
Naissances assistées par du personnel qualifié



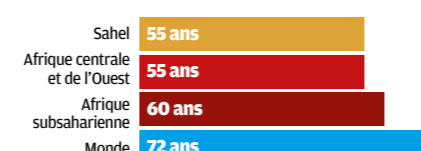
Mortalité infantile juvénile (décès pour 1000 naissances)



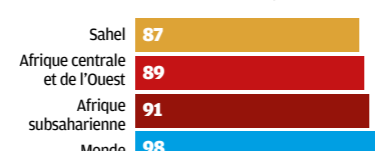
Mortalité maternelle (décès pour 100 000 naissances vivantes)



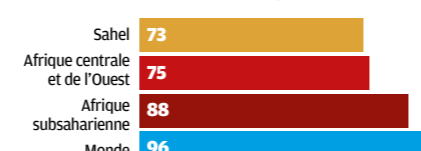
Espérance de vie à la naissance



Indice de parité filles /garçons au primaire (nombre de filles pour 100 garçons)

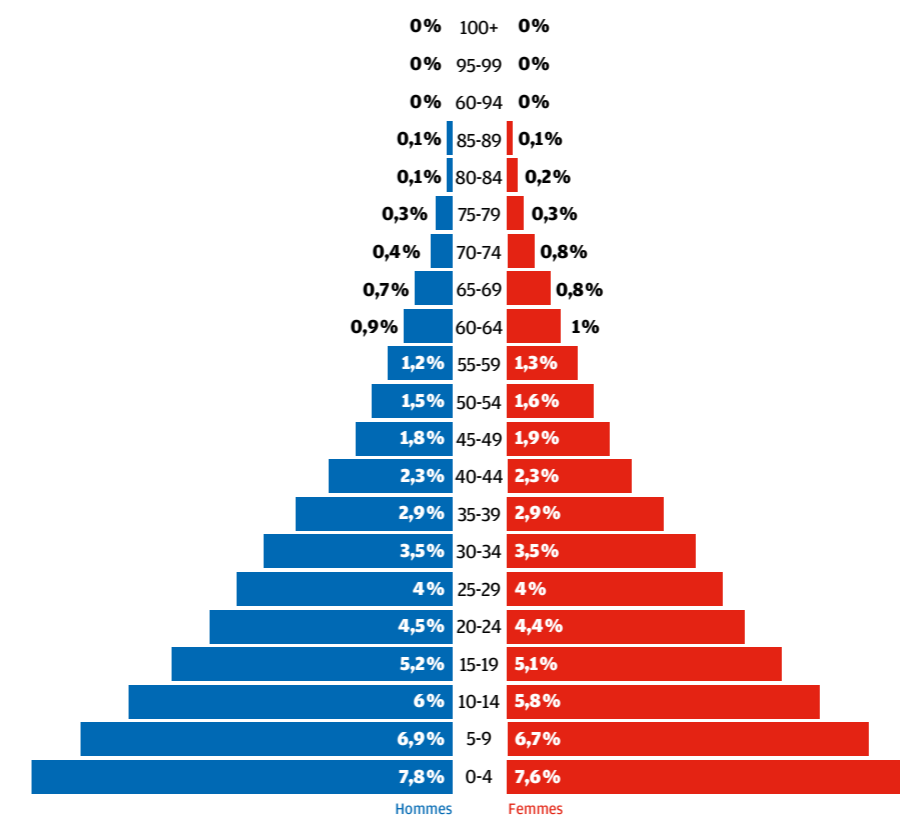


Indice de parité filles /garçons au secondaire (nombre de filles pour 100 garçons)



Pyramide des âges

Afrique



Des indicateurs inquiétants en Afrique de l'Ouest et du Centre...

Plus de 64% de la population est âgée de moins de 25 ans. Les jeunes de cette région sont confrontés à de nombreux problèmes, notamment à des taux de mariage des enfants les plus élevés du monde, soit 40,1% en Afrique de l'Ouest, à un taux de mortalité maternelle élevé, en particulier chez les adolescentes, avec 679 décès pour 100 000 naissances, et à un taux de fécondité très élevé (128 naissances pour 1 000 filles). Cependant, les jeunes sont une formidable ressource pour la région, mais leur potentiel ne sera concrétisé que lorsque les investissements opportuns seront consentis dans leur éducation, leur santé, leurs aptitudes et leur autonomisation.

... et alarmants au Sahel

Le taux de prévalence contraceptive au Sahel est de 9% en moyenne; le taux de fécondité 6,2% par femme; 606 décès maternels pour 100 000 naissances vivantes; l'âge médian de mariage est de 16,6 ans; 17,7 ans l'âge médian de la population; 41% des filles de 15-24 ne savent ni lire ni écrire et seulement 45% des naissances sont assistées par du personnel médical formé.

LES DECLARATIONS DES CHEFS D'ÉTAT

Les dirigeants africains ont fait le choix stratégique d'investir davantage dans la jeunesse et de prendre les mesures qui permettront aux jeunes d'accéder à une éducation de qualité et un emploi stable et décent.

Estimés à près de 225 millions, les Africains de 15 à 24 ans représentent 19% de la population. Dix millions d'entre eux entrent chaque année dans la vie active. C'est une richesse pour accompagner le développement des 54 pays africains, si ces jeunes sont encadrés et ont les moyens d'exploiter leur potentiel. Pour ce faire, les dirigeants africains ont fait le choix stratégique d'investir davantage dans la jeunesse. Dans cette logique, intervient la démarche de l'Union africaine et de sa feuille de route « Tirer pleinement profit du dividende démographique en investissant dans la jeunesse ». En ce qui concerne l'Afrique de l'Ouest et du Centre, le bureau régional de l'UNFPA accompagne les efforts réalisés au plan national en favorisant l'implication des décideurs au sommet pour qu'ils s'approprient le dividende démographique et favorisent sa capture par la base. Témoignage de quatre présidents de l'Afrique de l'Ouest et du Centre sur les meilleurs moyens de capturer ce dividende démographique et les actions qu'ils mènent ou vont mener :

Niger

Mahamadou Issoufou

Préparer la transition démographique

« Avec 75 % de sa population qui a moins de 25 ans, le Niger veut davantage exploiter sa structure démographique au lieu de la subir. Pour cela, il faut éduquer ces jeunes, les scolariser, les former, les soigner et leur créer des emplois. »

Interrogé par *New African* à Kigali à la veille du sommet extraordinaire de l'Union africaine portant création de la zone de libre-échange continentale africaine (ZLECA), le président du Niger, Mahamadou Issoufou, a répondu aux questions concernant la capture du dividende démographique dans son pays. Bien que le Niger soit l'un des pays au monde avec le plus fort taux de fécondité (7,2 enfants par femme, chiffre UNFPA), il ne considère pas que cela constitue un handicap. Bien au contraire. « La structure démographique de notre pays n'est pas un handicap mais une chance si nous savons l'exploiter, estime-t-il. 75 % des Nigériens ont moins de 25 ans. Pour exploiter cette chance, il faut éduquer ces jeunes, les scolariser, les former, les soigner, leur créer des emplois. Ce faisant, on transforme ce dividende démographique en un bonus économique. » Pour le président du Niger, bien préparer les conditions de la transition démographique est indispensable : « Nous avons une forte natalité qui se traduit par une croissance démographique de 4 % par an, soit un doublement de la population tous les 18 ans. Ce n'est pas supportable. C'est pourquoi nous privilégions la scolarité des jeunes filles, pour éviter les mariages précoces et, aussi, les grossesses à risque. Nous comptons ainsi réduire le taux de natalité et contenir l'augmentation de la population. »

Parmi les autres axes d'intervention qu'il veut voir privilégier figure la santé de la reproduction. « Nous voulons amener les hommes et les femmes à concevoir que l'espacement des naissances est une bonne chose et pas seulement au Niger d'ailleurs ! Et nous avons mis un programme national en place à cette fin », déclare-t-il. Concernant l'initiative SWEDD pour l'autonomisation des femmes et le dividende démographique au Sahel, dont le Niger est l'un des six pays membres, il estime que les retombées sont très positives : « Nous avons reçu des ressources des Nations Unies et de la Banque mondiale que nous utilisons pour financer la scolarisation des filles et dans la sensibilisation, notamment des chefs traditionnels et religieux. Ceux-ci sont les mieux placés pour aider à cette transition démographique que nous appelons tous de nos vœux. »



Indicateurs de l'UNFPA sur le Niger en 2016-2017

Grossesses involontaires évitées. 99 200
Fournisseurs de services de santé formés. 1100

Le bureau de l'UNFPA au Niger a soutenu le lancement de la feuille de route de l'Union africaine, y compris diverses activités de plaidoyer, de sensibilisation et de mobilisation sociale. Il a également apporté un soutien technique au gouvernement du Niger pour l'intégration du dividende démographique dans le nouveau plan de développement économique et social 2017-2021, prenant en compte à la fois le développement social et la transition démographique comme l'un de ses principaux domaines d'intervention. L'UNFPA Niger a également accompagné la création d'un observatoire national sur le dividende démographique, qui est devenu progressivement opérationnel, et a apporté un soutien stratégique à la création du comité directeur pour l'intégration des droits des adolescentes et de la santé reproductive dans les politiques et programmes de réduction de la croissance démographique et du développement. L'UNFPA Niger a, enfin, apporté un soutien financier à la formation de 42 000 adolescents en santé sexuelle et reproductive, y compris la contraception, en tant que contribution à l'Initiative « Niger-Illimin Adolescent » visant à réduire mariages et grossesses précoces. Ces jeunes ont également bénéficié d'un apprentissage dans les métiers et autres activités génératrices de revenus.

Tchad

Idriss Déby Itno

Un dialogue religieux porteur

« Pour parvenir à faire baisser la fécondité, le Tchad préconise des interventions hardies qui ne pourront avoir d'effets qu'avec le soutien des leaders religieux. »

Au Tchad, l'UNFPA a soutenu l'organisation de deux événements panafricains majeurs consacrés à l'exploitation du dividende démographique en investissant dans la jeunesse. Le Forum panafricain de la jeunesse, en janvier 2017, a permis de rassembler des jeunes de presque tous les pays africains et de la diaspora avec la présence du président de la République. Idriss Déby Itno s'est réjoui de pouvoir ainsi accueillir les forces vives de l'Afrique de demain : « Pour bénéficier du dividende démographique, nous devons mettre en place des interventions hardies afin de gérer la hausse de la fécondité et de la démographie pour, ce faisant, être en mesure d'accélérer la transition démographique, la croissance économique et la création d'emplois. » Ce forum a permis d'encourager les jeunes à s'engager et à devenir des acteurs dynamiques du changement social ainsi que des entrepreneurs pour le développement, l'innovation et la créativité.

Le deuxième événement, un symposium sur « Islam, dividende démographique et bien-être familial », qui s'est tenu à N'Djaména les 25-27 juillet 2017, a réuni plus de 1 200 leaders musulmans. Le chef de l'État, qui présidait la réunion, a été si impressionné par l'ampleur de la participation et les engagements pris, qu'il a reconnu devant l'assistance composée d'experts religieux et des Nations Unies que l'UNFPA avait réussi là où son gouvernement rencontrait des difficultés pour avancer. « Je félicite l'UNFPA d'avoir organisé ce symposium et d'avoir réussi à faire admettre par les chefs religieux musulmans l'importance du dividende démographique et de la planification familiale. L'UNFPA a réussi là où le gouvernement a eu des difficultés à atteindre un consensus. J'exhorte les membres du gouvernement à collaborer avec le Conseil supérieur des Affaires islamiques à la mise en œuvre des recommandations et à diffuser le message à la base, dans toutes les régions. »

L'un des premiers chefs d'État de la sous-région à s'être prononcé sur la maîtrise de la fécondité, le président Idriss Déby Itno s'est aussi employé à convaincre ses pairs que la situation autour du lac Tchad était dramatique et qu'il fallait agir, sans tarder, « pour faire diminuer la pression de la natalité puisque nous ne pouvons pas agir sur le climat ».

Le Tchad est leader en ce qui concerne les mariages précoces. Le ministre de la Santé a pris la décision, jugée courageuse, de faire voter une loi interdisant le mariage des enfants mineurs. Reste, maintenant, à la faire appliquer et à sanctionner les contrevenants. Sans une telle mesure couplée avec des incitations pour le maintien de filles scolarisées jusqu'au secondaire, « on ne parviendra pas à faire diminuer les naissances », selon Mabingué Ngom, directeur régional de l'UNFPA. « D'autres pays comme le Niger et le Mali sont aussi en train de voir comment modifier leur législation en ce sens même s'il s'agit de décisions difficiles à prendre car très impopulaires, poursuit-il. Lors d'une réunion à Dakar en octobre 2015, j'ai reçu à ma grande surprise le soutien unanime des religieux. Les dirigeants africains doivent prendre les mesures qui s'imposent ; la religion n'a jamais dit de marier les filles à 12 ou 13 ans et d'avoir des grossesses précoces. »

Indicateurs de l'UNFPA sur le Tchad en 2016-2017

Couple-années de protection 235 000

Avortements à risque évités 64 100

Fistules réparées 292



Guinée Alpha Condé

Impliquer davantage les jeunes



« Sur le plan économique, l'adoption de l'Agenda 2063 est à la fois une vision et un plan d'action. »

« C'est un appel à l'action à tous les segments de la société africaine à travailler ensemble pour construire une Afrique prospère et unie, fondée sur des valeurs communes et un destin commun. »

Dans la mise en œuvre de cet Agenda et de son premier plan décennal, les femmes et les jeunes sont des acteurs clés. S'agissant des jeunes qui constituent la principale richesse du continent, un important défi doit être relevé. C'est pourquoi nous avons dédié l'année 2017, au thème : « Tirer pleinement profit

du dividende démographique en investissant dans la jeunesse. »

En effet, l'Afrique est la région la plus jeune du monde. Deux Africains sur trois sont âgés de moins de 25 ans. Cet indicateur est un atout majeur pour impulser la transformation sociale et économique à travers le continent. L'accès des jeunes à la santé, à l'éducation de qualité, leur autonomisation, la lutte contre le chômage des jeunes est une réponse significative à la pauvreté et leur utilisation par les groupes terroristes. Il convient aussi d'impliquer de manière plus significative les acteurs de la société civile dans la sensibilisation de la jeunesse sur les dangers que représente le discours radical. À ce propos, la mise en œuvre de la Charte africaine de la Jeunesse, entrée en vigueur le 8 août 2009, offre de réelles chances pour la participation effective des jeunes au processus de développement. »

Indicateurs de l'UNFPA sur la Guinée en 2016-2017

Grossesses involontaires évitées 96 700

Avortements à risque évités 34 700

Fistules réparées 144

Afin de stimuler les investissements dans la jeunesse, l'UNFPA a soutenu la création de cinq centres de SSR adaptés aux jeunes leur permettant d'avoir un meilleur accès à l'information et aux services de SSR. Plus de 10 000 jeunes et adolescents ont pu bénéficier des services fournis par ces centres, en 2017.

« Même s'il était légitime de penser que la survie ou la prospérité de la famille reposait sur un nombre élevé d'enfants quand les activités étaient majoritairement agropastorales, ce n'est plus forcément le cas aujourd'hui. Surtout dans une Afrique appelée à être de plus en plus urbanisée... L'enfant, bien sûr, restera toujours la richesse de la famille africaine mais pas s'il est contraint de mendier dans les rues, de s'exiler comme clandestin sur des pirogues ou s'il est instrumentalisé par des idéologies qui font peu cas de sa personne », explique Alpha Condé.

« Il faut que les Africains comprennent, particulièrement dans les régions du Sahel ou autour du Bassin du lac Tchad asséchées par une trop grande exploitation humaine en plus du réchauffement climatique, poursuit le président de la Guinée, que la richesse ne réside plus dans la taille de la famille mais dans la qualité de l'éducation que l'on est en mesure de donner à ses enfants. »

Ghana Nana Akufo-Addo

Éduquer pour mieux insérer

« Une priorité absolue pour notre continent est de parvenir à exploiter pleinement le potentiel que représentent les femmes. »

« Sous ma présidence, le Ghana a choisi une voie de développement qui est ancrée dans les principes des ODD et constitue une base solide pour aller au-delà de l'aide. Je n'utilise pas cette expression comme un simple slogan. C'est une conviction profonde et un engagement pour bâtir un pays qui prospère grâce à ses propres ressources, ses sacrifices, sa créativité et son ingéniosité, et non un pays qui dépend de la bienveillance d'autrui pour transformer son développement et son économie. Dans notre ferme détermination à ne négliger personne, nous avons veillé à ce que nos programmes phares (le programme « Enseignement secondaire gratuit », l'initiative « Un quartier Une usine », le projet « Planter pour de la nourriture et des emplois », le programme « De l'eau pour tous » et l'établissement d'une industrie de l'alumine intégrée) soient fondamentalement associés à la réalisation des ODD. »

Je suis convaincu que la principale source de financement des objectifs doit se trouver dans les ressources nationales, grâce à une plus forte mobilisation des ressources mais aussi une meilleure utilisation des revenus nationaux. Nous devons faire preuve d'efficacité non seulement pour réunir les ressources mais aussi pour éliminer les fuites très fréquentes, éviter une mauvaise utilisation des ressources et, surtout, mettre fin à la corruption dans les affaires publiques. Pour que notre continent réalise les ODD et puisse se passer de l'aide, nous devons libérer le potentiel de nos femmes. Ceci est une condition fondamentale. Les femmes doivent pouvoir participer au processus d'élaboration des programmes et il est important de supprimer les contraintes politiques et sociales qui les privent de pouvoir et les mènent à l'exclusion. L'Afrique a besoin de la créativité, de l'esprit d'entreprise, de l'innovation et de la capacité d'adaptation de ses femmes pour atteindre les ODD et se passer de l'aide. »

Indicateurs de l'UNFPA sur le Ghana en 2016/2017

Grossesses involontaires évitées 1,6 million

Décès maternels évités 6 400

Fistules réparées 100





Sahel

Le SWEDD engrange les succès

L'initiative Sahel Women's Empowerment and Demographic Dividend (SWEDD) permet de sensibiliser les femmes aux contraintes du développement. Les premiers résultats sont bien plus qu'encourageants.

Les bénéfices pour le continent d'une meilleure capture de son dividende démographique sont estimés à 500 milliards de dollars par an pendant 30 ans, soit l'équivalent du tiers de son PIB actuel. Des centaines de milliers de personnes pourraient, ainsi, sortir de la pauvreté. Pour y parvenir, l'UNFPA a choisi de travailler sur le long terme à travers un programme régional visant à autonomiser les femmes en y incluant toutes les communautés, surtout religieuses qui sont les plus respectées. Cela a aussi nécessité de sensibiliser les jeunes et particulièrement les jeunes filles. À l'occasion des

dix ans de la Charte africaine sur la jeunesse en mai 2016 à Banjul, des initiatives comme « *Young People First* », suivies lors du sommet Afrique-France de Bamako de janvier 2017 de « *Pas un pas sans les jeunes* » ont été lancées. Dans le cadre de l'Initiative Autonomisation des femmes et dividende démographique au Sahel (SWEDD en anglais), un partenariat entre UNFPA, BM, OOAS, le rôle de ces jeunes ainsi que celui des religieux est déterminant.

Intervenant à Bamako le 28 février lors de la présentation du Rapport de progrès 2017, – suivie le 1^{er} mars par l'adoption des plans de travail 2018 de

l'initiative SWEDD, son coordonnateur régional, Justin Koffi, a rappelé que le Sahel est « *l'une des régions les plus vulnérables du continent. Les populations sont exposées à l'extrême pauvreté, à la famine, aux menaces terroristes et au risque climatique avec une forte croissance démographique de 3 % ; plus de la moitié de sa population est jeune, en plus du faible accès des femmes aux services de soins de santé* ». Gagner le pari de l'autonomisation et du dividende démographique dans cette région est donc crucial. « *Nous sommes sur la bonne voie. Je félicite le Mali pour l'exemple qu'il constitue. Nous, nous avons ici tous les éléments pour gagner le pari*

L'UNFPA veut renforcer les capacités et le statut des leaders religieux « pour être les bâtisseurs du monde de paix, de justice, d'amour auquel aspirent les Africains et auquel fait référence la vision de l'Agenda 2063 ».

pour plus d'autonomisation des femmes et des filles », a déclaré le coordonnateur régional du SWEDD.

Les objectifs du SWEDD dans les six pays actuellement membres (Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Niger, Mali, Mauritanie, Tchad) ont été atteints en 2017, selon le rapport d'étape du Bureau régional de l'Afrique de l'Ouest et du Centre du Fonds des Nations Unies pour la population (UNFPA-BRAOC). Justin Koffi rappelle le calendrier : « *La réunion de Bamako marque une étape importante parce qu'elle va permettre aux ministres en charge du SWEDD de venir plaider un prolongement de la phase actuelle auprès de la Banque mondiale. Le bilan 2017 en ce qui concerne les activités sur le terrain est positif. Le projet a touché sa cible : c'est-à-dire les adolescentes, les jeunes filles et les femmes.* » Et de citer à nouveau l'exemple du Mali où « *plusieurs milliers* » d'adolescentes, de filles et de femmes ont bénéficié d'activités de scolarisation, de bourses, de kits scolaires et de moyens de déplacement. Plusieurs regroupements féminins ont également bénéficié d'un appui pour les activités génératrices de revenus. « *Ici, la santé s'organise. Le laboratoire national est équipé et nous menons une stratégie pour apporter les médicaments jusqu'au dernier kilomètre. Et nous sommes en train de développer activement un observatoire du dividende démographique* », a-t-il précisé.

Présidence malienne

Rien d'étonnant, dans ces conditions, que le ministre de l'Aménagement du territoire et de la population du Mali, Adama Tiémoko Diarra, ait été choisi pour prendre la présidence du Comité régional de pilotage du SWEDD, à la suite du ministre de l'Économie et de la planification du développement du Tchad, Issa Doubragne. Avant de passer le témoin, ce dernier a insisté sur l'importance de cette initiative « *qui s'affirme de jour en jour* », soulignant l'intérêt

qu'elle suscite dans les pays membres du SWEDD et au-delà, ainsi que son appropriation par l'ensemble des acteurs de la région. Il a également encouragé ses collègues ministres à davantage mettre l'accent sur la sensibilisation des jeunes et des femmes, sur l'appropriation au niveau local et, enfin, sur la communication en milieu rural puisque la plupart des problèmes pour parvenir à une plus grande autonomisation des femmes s'y concentrent.

Une feuille de route que la nouvelle vice-présidente, la ministre du Plan et du développement de la Côte d'Ivoire, Nialé Kaba, ainsi que son successeur à la tête du CRP ont déjà adoptée : « *La transition démographique n'est possible que si elle est faite par l'ensemble des pays* », a insisté Adama Tiémoko Diarra à l'attention des partenaires au projet représentés par Mabingué Ngom (UNFPA), Christophe Lemièrre (Banque mondiale), Jacques Kablan (Organisation ouest-africaine de la Santé - OOAS) et Josiane Yaguibou, représentante de l'UNFPA au Mali ainsi que Nancy Wildfeir-Field, présidente de GBCHealth, venue à Bamako présenter la contribution de sa Mission à la mise en oeuvre du projet.

Auparavant, ceux-ci avaient été reçus par le président du Mali, Ibrahim Boubacar Keïta qui leur a prodigué conseils et encouragements faisant, notamment, le lien entre les questions démographiques et les défis du développement dans un contexte de raréfaction des ressources. Né de la vision des chefs d'État des six pays membres du Sahel, le SWEDD a aussi reçu le soutien de neuf Premières dames de la Cedeao et du Sahel qui se sont mobilisées lors du lancement le 17 octobre 2017, à Abidjan, de la campagne régionale de Communication pour le changement social et de comportement. Réduire la pauvreté, améliorer la scolarisation des filles, leur autonomisation ainsi que celle des femmes, promouvoir l'égalité des genres, améliorer les soins de santé

de la reproduction, investir dans la jeunesse et assurer la bonne gouvernance : le nouveau président du Comité de pilotage sait que le mandat qu'il a reçu demande des orientations et des recommandations politiques fortes requérant une extension dans le temps et dans l'espace du SWEDD. Le Comité a déjà sollicité à cet effet la Banque mondiale afin que la phase actuelle soit prolongée jusqu'au 31 décembre 2020. Il s'est quant à lui ouvertement réjoui de la volonté du Bénin de rejoindre le SWEDD. « *Les enjeux du monde sont avant tout des enjeux démographiques* », a martelé Adama Tiémoko Diarra. Pour lui, il s'agit maintenant d'accélérer le processus de mise en œuvre du projet, mettre en place des observatoires et organiser la table ronde des bailleurs de fonds pour améliorer les conditions de financement du SWEDD. Actuellement, celui-ci est financé par la BM à hauteur de 207 millions de dollars dont 40 millions (24 milliards de F.CFA) ont été alloués au Mali pour sa mise en œuvre pendant quatre ans.

Les jeunes, principales cibles

Grâce à ses différentes composantes, le SWEDD permet de repositionner la santé maternelle, infantile et néonatale et d'améliorer l'accès à la planification familiale en remettant au centre la femme comme acteur de développement. Le premier défi, toutefois, au Sahel plus qu'ailleurs, est que les filles puissent avoir accès à l'école et y restent plutôt que d'être assujetties aux mariages précoces ou, pire, aux mariages forcés avec toutes les conséquences néfastes qui en découlent. Au Burkina Faso, les initiatives ont permis de recruter 140 776 utilisateurs supplémentaires de méthodes modernes de contraception, tandis que 145 associations de femmes productrices dans deux zones rurales ont été habilitées à fournir des services de planification familiale grâce à dix sages-femmes, communément appelées « *Macopine* ». En outre, les efforts de plaidoyer ont abouti à la décision du gouvernement de doubler sa contribution financière de 500 millions de F.CFA (2008) à 1,3 milliard de F.CFA (2018) dans le budget national pour les contraceptifs. C'est le résultat d'initiatives de plaidoyer auprès des épouses des membres

du cabinet et de la Première dame pour impliquer les décideurs dans la lutte contre le mariage des enfants. Au niveau opérationnel, plus de 3 000 filles ont bénéficié dans un environnement sécurisé d'une formation aux compétences de la vie, permettant ainsi d'éviter des mariages précoces non désirés. En tant que président du réseau Afriyan, Pape Arona Traoré, spécialiste de la santé de la reproduction des adolescents et des jeunes, s'est réjoui du lancement de la plateforme « QG jeunes » qui permet aux jeunes Burkinabè de s'informer et d'échanger en ligne de façon sécurisée sur toutes les questions touchant à la sexualité.

Si 2017 a été une année réussie

pour l'autonomisation des femmes et des filles dans les six pays SWEDD, ces progrès n'auraient pas pu être réalisés sans l'implication de tous les protagonistes en plus de l'appui des partenaires techniques et financiers et du soutien des présidents et de leurs épouses. En Mauritanie, la campagne nationale pour le changement social et de comportement s'est déroulée à Kiffa du 6 au 8 juillet 2017 avant d'être étendue à quatre régions identifiées par le SWEDD. Elle a ciblé en priorité les femmes, les adolescentes âgées de 15 à 19 ans et les jeunes filles âgées de 10 à 14 ans. Lors de cette campagne, selon Fatimou Babana « Siham » de l'Unité de gestion du SWEDD dans ce pays,

360 leaders religieux ont été mobilisés ainsi que l'ensemble des autorités administratives, la société civile, les jeunes, les femmes, les journalistes, les artistes. En plus de supports médias propres au SWEDD Mauritanie, un site électronique a été créé avec une page Facebook dédiée compte tenu de l'importance des médias sociaux parmi les jeunes, et des messages accessibles au reste des populations ont été diffusés.

La mobilisation des religieux

« L'exécution du SWEDD requiert une synergie d'action, il s'agit d'un projet multisectoriel dont la mise en œuvre engage l'ensemble des citoyens », renchérit Aminata Zakou, experte en Suivi



& Évaluation au SWEDD Niger. En menant des actions visant à transformer l'explosion démographique du Sahel en bonus, le SWEDD permet « de rééquilibrer les sociétés en contribuant à l'équité et à l'accélération économique gage du développement durable », constate-t-elle. C'est ainsi qu'au Niger, le projet a contribué de manière significative au maintien des filles à l'école et a permis d'initier les femmes aux activités génératrices de revenus. Des progrès ont également pu être réalisés dans le domaine de la santé maternelle, néonatale et infantile en plus de la formation du personnel de santé. Le Niger compte d'ailleurs intensifier ses actions en impliquant toujours davantage la société civile, les chefs coutumiers

Au Sénégal, FassE opérationnalise la capture du dividende démographique

Grâce au Fonds des Nations Unies pour la population (UNFPA), un projet pilote d'opérationnalisation de la capture du dividende démographique a été engagé dans la commune de Gueule Tapée - Fass Colobane, à Dakar. Appelé « Fass Emergent » ou « FassE », le projet a pour ambition d'accélérer la transition démographique à travers les investissements adéquats en faveur des femmes et des jeunes en permettant à une multitude de partenaires au développement de conjuguer leurs efforts simultanément. Selon Mabingué Ngom, le directeur du Bureau régional pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre de l'UNFPA, réussir à capturer le dividende démographique dans un milieu aussi précaire, qui incarne le Sénégal et l'Afrique en miniature, c'est montrer que c'est possible partout. « Nous voulons accompagner les pays à créer les conditions nécessaires pour capturer le dividende démographique en promouvant l'adoption de programmes et de politiques susceptibles de libérer le potentiel des jeunes à travers la réalisation de leurs droits », a-t-il expliqué le 16 mars lors d'un débat organisé par le Dakar Business Hub et l'UNFPA. En effet, la commune de Gueule Tapée - Fass Colobane regorge d'une population jeune, les trois quarts ayant moins de 25 ans. « Nous voulons avec l'appui des parties prenantes, inverser les tendances sociodémographiques défavorables en contribuant à l'autonomisation des femmes et des jeunes », a poursuivi le directeur régional de l'UNFPA. Sans une maîtrise préalable de la fécondité, les familles et la communauté auront du mal à faire face à la forte demande sociale qui, si elle n'est pas satisfaite, risque d'avoir des conséquences sur l'économie et le développement du pays. Au-delà de la Commune de Gueule Tapée - Fass Colobane, le projet FassE doit permettre « à d'autres communautés dans toute l'Afrique, ainsi que dans d'autres parties du monde, confrontées à des réalités comparables de dupliquer cette expérience pour exploiter pleinement le potentiel des jeunes », a-t-il

En Afrique subsaharienne, une femme peut avoir cinq ou six enfants, ce qui représente un rythme peu soutenable, pour satisfaire la demande sociale.

ajouté. Pour le maire de la commune, Ousmane Ndoye, en plus d'augmenter très sensiblement le niveau de vie avec une hausse des revenus des ménages, « le projet FassE avec son volet création d'emplois sera une véritable solution à l'émigration ». Il souligne l'importance de mener outre une politique de planning familial « bien comprise, respectant les valeurs, les us et coutumes des populations » de mettre l'accent sur les investissements stratégiques, en particulier dans la santé et l'éducation en vue d'assurer une progression qualitative de ces populations.

Un travail nécessaire

Lors d'une visite de terrain, le 3 mars, Alexander De Croo, vice-Premier ministre de Belgique, a pu se rendre compte de l'urgence qu'il y avait à agir. Considérée comme un îlot au centre d'un réseau de plusieurs grands hôpitaux publics (Fann, Abass Ndao, mais aussi l'Institut d'hygiène Public) et des plus grands lycées du Sénégal (John F. Kennedy, De la Fosse, Blaise Diagne), la Commune de Gueule Tapée - Fass Colobane n'en reste pas moins une poche de pauvreté et de chômage en plein milieu de quartiers riches et à proximité des plus grandes universités publiques et privées du Sénégal. Les jeunes issus de ce quartier, même diplômés, ne trouvent pas d'emplois ou ne trouvent que des emplois précaires avec un taux de chômage d'environ 19% cachant, toutefois, un sous-emploi beaucoup plus élevé et une prépondérance d'activités mal rémunérées dans le secteur informel. D'où la nécessité de promouvoir la formation professionnelle en tenant compte des réalités du marché du travail. L'entrepreneuriat est généralement autofinancé, l'accès au crédit étant très faible. Cette situation économique précaire alimente l'insécurité, comme conséquence de la délinquance juvénile, l'usage de la drogue et la prostitution. De surcroît, malgré ses 13 établissements primaires, la commune connaît un très fort taux d'abandon



scolaire avec seulement 63% des filles et 71% des garçons qui ont achevé le cycle primaire. La situation est aussi préoccupante dans le secondaire avec de forts taux de déperditions surtout chez les filles. En Afrique subsaharienne, une femme peut avoir cinq ou six enfants, ce qui représente « un rythme peu soutenable, si nous voulons satisfaire la demande sociale », a rappelé Mabingué Ngom. C'est pourquoi il a tenu à ce que cette visite s'effectue en lien avec les droits et la santé reproductive (SheDecides), tout en s'inscrivant dans un dialogue continu pour synchroniser les différentes opérations

menées conjointement dans le cadre de ce projet. Comme celui-ci sera dupliqué dans les 485 communes du Sénégal, puis dans la sous-région, Jayathma Wickramanayake, envoyée spéciale du secrétaire général des Nations Unies pour les jeunes, l'a adoubé lors de sa venue à Dakar, au début février, pour la conférence mondiale sur le refinancement de l'éducation. Elle s'est engagée à « investir davantage dans l'éducation et faire écho du projet Fass au secrétariat des Nations Unies et auprès du secrétaire général, ainsi qu'aux organismes, partout dans le monde, qui investissent dans le développement des jeunes ».



et les leaders religieux. « *Chacun de nous, au Niger, a une responsabilité pour la réussite du dividende démographique, gage du développement durable pour l'émergence du continent* », selon la spécialiste.

Pour Mansour Maiguizo Kané, chef traditionnel de Tessoua au Niger, il ne fait aucun doute que le pays suit le meilleur chemin à emprunter vers un développement harmonieux : « *La chefferie et les religieux se veulent les défenseurs de la cause féminine partout. À cause de la pauvreté beaucoup de femmes et de filles sont victimes de violences dans nos communautés* », est-il cité dans le rapport de l'UNFPA consacré à « *Islam, dividende démographique, bien-être familial: quelques réflexions préliminaires sur le symposium international de N'Djamena 25-27 juillet 2017* ». Organisé dans la capitale tchadienne par le gouvernement et le Conseil supérieur des affaires islamiques, en collaboration avec l'UNFPA et le projet SWEDD, ce symposium avait un double objectif : obtenir l'engagement des chefs religieux à participer à l'exploitation du dividende démographique et renforcer leurs capacités afin qu'ils puissent, à leur tour, promouvoir la planification familiale souvent appelée dans le Sahel « *espacement des naissances* ». El Hadj Tierno Hady Thiam,

président de l'Association des guides religieux du Mali, entend soutenir l'« *espacement des naissances pour contribuer à la réduction de la pauvreté dans nos communautés* ». Pour l'UNFPA-BRAOC, l'adoption de la déclaration de N'Djaména a montré, une fois de plus, qu'en Afrique « *les organisations et dirigeants religieux font partie des leaders les plus influents* », précise le rapport.

Venus de vingt pays d'Afrique, y compris l'Égypte, l'Algérie et le Maroc et d'aussi loin que le Pakistan et l'Indonésie, en plus des experts issus des vingt régions du Tchad, ces religieux ont fait passer trois messages « *consensuels* » très forts : le premier est que « *la planification familiale est un outil pour atteindre le bien-être familial* ». Bien conçue, elle est acceptée par l'Islam pour l'espacement des naissances, la santé de la mère et est jugée appropriée pour adapter la taille des familles aux ressources disponibles, à condition de procéder d'un choix délibéré des conjoints. Le deuxième vise l'autonomisation des femmes, tout comme celle des jeunes, qui doit être conçue comme « *un moyen de renforcer la cohésion sociale, de réduire les inégalités conduisant à une fragmentation sociale nuisible à l'équilibre des sociétés* ». Le troisième, enfin, concerne le dividende démographique que l'Afrique veut cap-

turer : elle aura d'autant plus de chances d'y parvenir que ce sera l'œuvre de tous. « *Du fait de leur rôle majeur dans l'éducation, la formation et l'encadrement moral des sociétés partout sur le continent et particulièrement dans le Sahel, les leaders religieux sont incontournables* », selon le communiqué final.

L'UNFPA veut renforcer leurs capacités et leur statut « *pour être les bâtisseurs du monde de paix, de justice, d'amour auquel aspirent les Africains et auquel fait référence la vision de l'Agenda 2063* », selon Mabingué Ngom le directeur régional de l'UNFPA pour l'Afrique de l'Ouest et du centre, qui a été l'instigateur de ce symposium. Il en veut pour preuve que les bénéficiaires pour le continent d'une meilleure capture de son dividende démographique sont estimés à « *500 milliards de dollars par an pendant trente ans* », soit l'équivalent du tiers du PIB actuel de l'Afrique. À l'évidence, un enjeu économique de taille pour le décollage du continent qui risque, sinon, de subir avec encore plus d'acuité le chômage des jeunes et toutes les conséquences néfastes que cela risque d'entraîner. Selon une étude de la BM, 40 % des personnes qui adhèrent à des mouvements extrémistes sont motivées par le manque d'opportunités économiques. ■

Fonds des Nations Unies pour la population (UNFPA)

Bureau régional pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre

Immeuble Wolle Ndiaye, Route du King Fahd Palace

PO Box 21090 Almadies Dakar, Sénégal

wcaro.unfpa.org

@UNFPA_WCARO

+221 33 859 82 82

